

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/95/SUR
23 juillet 2003

(03-3948)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

SURINAME

La Mission permanente du Suriname a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 juillet 2003.

Conformément à l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article XVI du GATT de 1994, je peux indiquer ce qui suit après avoir consulté le Ministère des finances et le Ministère de l'agriculture.

La politique du gouvernement du Suriname est de privatiser les sociétés d'État et d'éliminer l'octroi de subventions auxdites sociétés sur la base de pratiques commerciales rationnelles.

À cet égard, le Ministère de l'agriculture recevra du Conseil du développement industriel une assistance à court terme pour lui permettre d'amorcer la préparation de la privatisation des sociétés d'État ci-après:

- Fondation de l'agriculture mécanique
- Fondation de l'agriculture expérimentale
- Fondation pour le développement de l'agriculture

Il s'agit de sociétés qui reçoivent actuellement des subventions et qui sont endettées.

Nous tenons à souligner une fois encore que le gouvernement du Suriname ne verse aucune subvention du type décrit dans l'accord susmentionné à un quelconque secteur ou à des entreprises.
